

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse
Herausgeber: Schweizerischer Forstverein
Band: 33 (1882)
Rubrik: Vereinsangelegenheiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

So orientirt uns die Wirthschaftsplanaufnahme über die allgemeinen Bestockungs- und Produktionsverhältnisse. Wir sind im Stande zu beurtheilen, ob eine Verminderung des Waldareals zulässig erscheint oder nicht.

Wir lernen aber auch für jede Gemeinde, für jeden einzelnen Bezirk die gegenwärtige Bestockung und die Bonität kennen, und können darnach mit aller Sicherheit bei der Ausscheidung bemessen, ob und um wie viel durch dieselbe das Waldareal vermindert oder vermehrt wird.

Endlich können wir uns, Dank den gemachten Erhebungen über Holzvorrath und Zuwachs, genau Rechenschaft darüber geben, welche Schwächung des Holzvorrathes und welche Zuwachseinbußen die Durchführung der Ausscheidung erfordern wird.

Daß aber eine Ausscheidung nach Art des Herrn Kantonsobersforster Wild, bei der man aller dieser Anhaltspunkte entbehrt, ja bei welcher man sich nicht einmal auf einen provisorischen Wirthschaftsplan stützen kann, irgend welche Garantie biete, gegen ein noch weiteres Zurückgehen der ohnehin kärglichen Bewaldung unseres Hochgebirges, gegen eine noch stärkere Schmälerung des gegenwärtigen, bescheidenen Holztrages, gegen eine unmäßige Schwächung des mit wenig Ausnahmen überall schon stark reduzirten Holzvorrathes, gegen nutzlose Zuwachseinbußen, überhaupt eine Garantie für die Wahrung unserer durch die Weide schon so schwer geschädigten forstlichen Interessen im Gebirge, wird wohl Niemand behaupten wollen.

Es kann daher kaum einem Zweifel unterliegen, daß ein Vorgehen, wie es Herr Wild befürwortet, sehr bedauerliche Konsequenzen haben muß.

Vereinsangelegenheiten.

Protokoll über die Verhandlungen des schweizer. Forstvereins am 14., 15. und 16. August 1881 in Monthey.

Sonntag den 14. August, Nachmittags, rückten die Theilnehmer in der kleinen Feststadt ein, wo sie auf dem Rathhause empfangen und ihnen die Festkarten überreicht wurden. Nachher bezog man die Quartiere und versammelte sich Abends im festlich geschmückten „Stand“, wo alte und junge Freunde und Bekannte sich begrüßten und bei einem guten Tropfen Walliser einige fröhliche Stunden verbrachten, wobei die flotte Musik von Monthey mit ihren famosen Produktionen nicht wenig zur Erhöhung der Gemüthlichkeit beitrug.

Den folgenden Morgen, Montag den 15. August, begannen die Verhandlungen im Saale des Schlosses zu Monthey, es wurden dieselben von Herrn Staatsrath Chappex als Präsident des Lokalkomitees mit folgender Anrede eröffnet:

Messieurs les Membres de la Société
des Forestiers suisses.

Dans votre assemblée générale tenue à Schaffhouse au mois d'Août de l'année dernière, vous avez bien voulu choisir le Valais, pour la réunion de la présente année.

Au nom du Canton, dont je suis certain d'être le fidèle interprète en cette circonstance, je viens vous remercier de ce nouveau témoignage du bienveillant et affectueux intérêt que vous nous portez.

Vous m'avez fait l'honneur de m'appeler à la présidence de vos délibérations.

Laissez moi vous dire, Messieurs, que cette marque de distinction me touche profondément, et que je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue dans notre Canton, au nom du Gouvernement et du peuple valaisan, qui saluent et acclament en vous les pionniers du progrès et une phalange d'hommes de science et de travail, dont l'action a été, et sera encore, si utile à notre pays.

Je n'avais, Messieurs, à l'honneur que vous me faites, aucun autre titre que les fonctions officielles dont je suis revêtu. J'ajouterais cependant, à ce titre, mon vif désir de participer, dans la mesure de mes faibles forces, à la grande et importante mission qui a pour but le développement et l'amélioration de la Culture forestière dans notre chère patrie.

Dès la formation de la Société des Forestiers suisses, et ensuite après la constitution du Comité permanent, c'est à dire en 1864, dans la réunion de St-Gall, à peine était-il constitué, que déjà sa vitalité s'affirmait par l'élaboration d'un programme complet d'un intérêt capital.

Ainsi, la tâche que la Société s'est donnée est des plus étendues, des plus vastes, puisqu'elle comprend essentiellement.

L'extension de l'aire forestière dans les hautes régions:

Le reboisement général sur tous les points où il doit exister;

Les travaux de défense contre les eaux, contre les avalanches etc.

Pas n'est besoin de démontrer les immenses avantages des reboisements, au point de vue de l'économie politique et des conditions climatériques du pays, ces avantages étant évidents et reconnus de chacun.

Non satisfaite d'avoir élaboré ce grand programme, et de s'être imposée des obligations aussi considérables, la société rechercha des *moyens d'exécution financiers*.

Dans ce but, elle adressa à la même époque, à l'Assemblée fédérale la demande de porter au budget de la Confédération, un crédit annuel pour encourager des travaux de cette nature et venir en aide aux Cantons qui devaient les entreprendre.

La même année, l'Assemblée fédérale vota une allocation de frs. 10,000, qui fut, à cet effet, mise à la disposition du Comité central de la Société.

Cette démarche, ainsi couronnée de succès, eut pour résultat que, dès cette époque, le budget fédéral a conservé cette utile rubrique, avec la différence que le chiffre en fut augmenté dans des proportions considérables. (Aujourd'hui il est de frs. 170,000).

Par leur intervention, et en votant des allocations pareilles, les Conseils de la Confédération nous prouvent toute l'importance qu'ils attachent à ces travaux.

Non seulement ils édictent des lois, mais ils en facilitent l'exécution; ils encouragent les entreprises au moyen de subsides élevés, et inscrits dans la loi elle-même.

Telles sont, et l'origine, et les conséquences éminemment fructueuses de l'initiative de la Société et de ses démarches.

Inutile d'insister sur les améliorations et les progrès marquants réalisés dans ce domaine.

La Suisse entière, Messieurs, vous en gardera une reconnaissance aussi durable que les œuvres que vous avez patronnées, — aussi vivace que l'amour que vous lui portez.

N'oublions pas non plus, et je suis certain d'être l'interprète de la pensée de tous, — le nom d'un collègue de regrettée mémoire, — Hans Weber, membre et Président du Gouvernement de Berne, qui fut un des premiers promoteurs et des plus persévérants champions de l'œuvre.

Que son souvenir vive toujours parmi nous, qu'il se perpétue comme celui d'un homme de mérite qui s'est acquis des titres à notre reconnaissance.

Très honorés Messieurs,

J'ai eu l'honneur, de vous exprimer nos sentiments de gratitude pour tout l'intérêt que vous n'avez cessé de porter à notre Canton.

En effet, dès son début pour ainsi dire, en 1865 déjà, la Société a tenu une de ses premières réunions à Sion.

Mais, là ne se bornèrent pas ses marques d'intérêt au Valais, car la même année, elle fit accorder des milliers de francs pour des barrages, sur un cours d'eau aux environs de Sion.

Premiers travaux de ce genre, sinon en Suisse, au moins en Valais.

Et depuis, Messieurs, grâce à votre généreuse initiative, le canton du Valais a reçu, et reçoit de larges allocations pour des ouvrages qui rentrent dans votre programme.

Messieurs,

Votre présence en ce jour, est une preuve de plus, de votre constante sympathie pour notre canton.

Elle constitue un témoignage précieux de votre sollicitude pour des questions qui revêtent, au plus haut degré, un caractère d'intérêt national et patriotique.

En vous rendant avec empressement à notre appel, vous venez encore affirmer vos sentiments à cet égard, et, en resserrant les liens de solidarité qui nous unissent, vous nous faites comprendre, que le but ne saurait être complètement atteint que par les efforts réunis de tous, par la participation et le dévouement des uns et des autres.

L'unité dans ces efforts, la bonne entente entre tous les hommes de cœur, de travail et de bonne volonté, qui veulent la reconstitution et la conservation de nos forêts alpestres, — cette unité, cette entente, sont le plus sûr garant du succès de cette grande entreprise nationale.

C'est dans cette pensée, très honorés Messieurs, et je le répète, — en vous souhaitant une cordiale bienvenue, — que je déclare la séance ouverte.

Nach dieser Rede folgte der Jahresbericht des ständigen Komites, welcher von Herrn Kantonsforstmeister Fankhauser vorgetragen, wie folgt lautete:

Herr Präsident!
 Verehrte Herren!

Das ständige Komitee beehrt sich, Ihnen über den allgemeinen Gang der Vereinsangelegenheiten im abgelaufenen Geschäftsjahr in gedrängter Kürze Bericht zu erstatten.

Der schweizerische Forstverein zählte auf den 1. Februar 1880 sechs Ehrenmitglieder und 328 Aktivmitglieder. Vermindert hat sich diese Zahl im Laufe des letzten Jahres durch Hinschied oder Austritt um 23 Mitglieder, wogegen 15 neue Mitglieder aufgenommen wurden.

Der Bestand war daher auf den 1. Februar 1881 folgender:

I. Ehrenmitglieder	6
II. Ordentliche Mitglieder der Schweiz:	
Kanton Zürich	33
" Bern	45
" Luzern	19
" Uri	4
" Schwyz	11
" Unterwalden ob dem Wald	4
" " nid " "	2
" Glarus	3
" Zug	2
" Freiburg	15
" Soleothurn	17
" Basel-Stadt	6
" Basel-Land	1
" Schaffhausen	5
" Appenzell A.-Rh.	7
" " S.-Rh.	—
" St. Gallen	30
" Graubünden	12
" Aargau	23
" Thurgau	5
" Tessin	24
" Waadt	21
" Wallis	4
" Neuenburg	13
" Genf	1
III. Ordentliche Mitglieder im Ausland	13

Im Ganzen 326

Nicht vertreten ist somit einzig noch der Kanton Appenzell J.-Rh.

In Betreff der Verhandlungen der letztjährigen, am 22., 23. und 24. August in Schaffhausen abgehaltenen Forstversammlung verweisen wir auf das Protokoll im II. Hefte unserer Zeitschrift von diesem Jahr.

Das ständige Komite ist am 6. März und 19. April des laufenden Jahres, letzteres Mal gleichzeitig mit den Abgeordneten der Kantone zur Besprechung eines Konkordats-Entwurfs für einheitliche Prüfung der Forstkandidaten und Freizügigkeit der patentirten Förster zusammengetreten. Ueber die bezüglichlichen Verhandlungen ist ebenfalls im bereits erwähnten Hefte der Zeitschrift Bericht erstattet.

Bei der von den Kantonen Zürich, Bern, Luzern, Freiburg, Graubünden, St. Gallen, Wallis und Neuenburg beschickten Delegirten-Konferenz wurde von den beiden vorgelegten Konkordats-Entwürfen derjenige, welcher die theoretische Prüfung der Konkordats-Prüfungskommission überträgt, das Diplom der eidg. Forstschule jedoch als Ersatz dieser Prüfung anerkennt, mit einigen Modifikationen und Ergänzungen angenommen. Dieses Konkordat und gleichzeitig ein vom ständigen Komite aufgestelltes Prüfungsreglement sollte nun den Kantonen mit einer Einladung zum Beitritt zu dem Konkordate vorgelegt werden. Wir glaubten jedoch, dem schweizer. Handels- und Landwirthschafts-Departemente die Rücksicht schuldig zu sein, ihm vorher von dem vorliegenden Konkordate Kenntniß geben und gleichzeitig über eine allfällige, seiner Zeit in Aussicht gestellte Bethheiligung des Bundes an die Examenkosten Aufschluß verlangen zu sollen. Trotz mehrfacher Reklamationen ist jedoch dem ständigen Komite eine Antwort auf besagte Eingabe nicht zugegangen, so daß diese Angelegenheit, namentlich in Folge des, von Herrn Oberforstinspektor Coaz zu verschiedenen Malen in nächste Aussicht gestellten Bescheides eine bedauerliche Verzögerung erlitten hat. Selbstverständlich wird nun mit der Versendung der Vorlage an die Kantone, welche schon lange vorbereitet ist, nicht länger zugewartet werden.

Was den Stand unseres Vereinsorganes, der „Schweiz. Zeitschrift für das Forstwesen“ betrifft, so ist wünschenswerth, daß sich die Mitglieder des Vereins um die Verbreitung dieses Organs mehr bemühen, indem die Zahl der Abonnenten von Jahr zu Jahr abnimmt.

Die auf den 1. Juli 1881 abgeschlossene Vereinsrechnung zeigt folgende Ergebnisse:

Saldo pro 1. Juli 1880	Fr. 970. 65 Cts.
Jahresbeiträge von 320 ordentlichen Mitgliedern „	1,600. — „

Summa der Einnahmen: Fr. 2,570. 65 Cts.

Ausgaben:

Kosten der Zeitschrift pro 1880/81	Fr. 926. 25 Cts.
Reisekosten und Taggelder des ständigen Komites	„ 114. — „
Für die französische Uebersetzung des Buches „Der Wald“ und verschiedene kleinere Auslagen	„ 507. 56 „
Total-Ausgaben:	Fr. 1,547. 81 Cts.
Saldo pro 1. Juli 1881	Fr. 1,022. 84 Cts.

Der Präsident des ständigen Komites:
Fankhauser.

Mr. Puenzieux, Rapporteur de la commission de vérification des comptes, présente son rapport, et propose à l'assemblée l'adoption des comptes avec remerciements au Comité central. Adopté.

Sur la proposition de Mr. Roulet inspecteur général des forêts du canton de Neuchâtel sont nommés vérificateurs à nouveau:

Mr. Puenzieux Adolphe, inspecteur forestier à Clarens.

Hr. Balsiger, Forstverwalter in Büren.

„ Bleuler, Sohn, Ingenieur in Riesbach.

Zum Eintritt in den Forstverein haben sich angemeldet und sind aufgenommen worden:

Herr Kathriner Niklaus, Forstkandidat, Sarnen.

„ Hartmann, stud. forest., Zürich.

„ Siegfried Rudolf, Wipfingen, Zürich.

„ Ernst Ferdinand, Hauptmann, Winterthur.

„ Staub Johann, Gemeinderath, Wollishofen, Zürich.

„ Müller Arnold, Stadtförster, Biel.

„ Ziegler Eduard, Oberförster, Bern.

„ Benoit Aloys, Forstpraktikant, Burgdorf.

„ Cropt Eduard, banquier à Sion.

„ de Coulon Paul, Forstkandidat, à Neuchâtel.

Als Versammlungsort für 1882 wird von Herrn Forstinspektor Bertholet Glarus vorgeschlagen. Da aber das ständige Komite nach Aussage des Herrn Kantonsforstmeisters Fankhauser von St. Gallen her bereits die freundliche Zusage für Uebernahme des Festes erhalten hat, so wird St. Gallen einstimmig als Festort für 1882 bestimmt und das dortige Lokalkomite bestellt aus Herrn Regierungsrath Zollikofer als Präsident und Herrn Kantonsoberförster Wild als Vizepräsident.

Nach Beendigung dieser geschäftlichen Angelegenheiten referirt Herr eidg. Forstadjunkt Fankhauser über das erste Thema: Grundsätze betreffend die Trennung von Wald und Weide auf den Wytweiden (bestockten Weiden) des Hochgebirges. Der Behandlung dieses Themas, welches in deutschem und französischem Texte verfaßt, an die Anwesenden ausgetheilt wird, läßt der Referent eine Einleitung und Erläuterung vorausgehen, worin er auf die Nothwendigkeit hinweist, die Wytweiden in die forstliche Gesetzgebung hineinzuziehen, indem dieselben zum größten Theil an der obern Waldgrenze, oder im Gebiet der gefährlichen Wildbäche liegen und somit zu den Schutzwaldungen zu rechnen sind; dem Staate würde daher das Recht zustehen, seine forstliche Aufsicht auf alle, also auch auf die den Privaten gehörenden Wytweiden auszudehnen, was aber aus dem Grunde nicht nöthig ist, weil die große Mehrzahl dieser Weiden sich in Händen der Gemeinden befindet.

In der auf das Referat folgenden Diskussion zeigt sich die Versammlung mit den aufgestellten Grundsätzen im Allgemeinen einverstanden und es werden nur einige redaktionelle Aenderungen vorgeschlagen. So beantragt Herr Professor Landolt bei Art. 1: „Die Wytweiden sind, wie die eigentlichen Waldungen, der forstlichen Gesetzgebung unterstellt“ folgende Aenderung: „Die mit Holz bestockten Flächen auf den Wytweiden sind wie 1c.“; nach diesem Wortlaut hätten nämlich die Eigenthümer nicht zu befürchten, daß die Wytweiden in ihrer ganzen Ausdehnung dem Walde zugetheilt werden: es wird der Art. 1 in dieser veränderten Fassung angenommen.

Bei Art. 3 stellt Herr Forstinspektor Liechti in Murten den Antrag, es sollen die aufgestellten Grundsätze nicht allein auf die „öffentlichen Wytweiden“, sondern überhaupt auf alle, also auch auf die den Privaten gehörenden Anwendung finden; er wird unterstützt von Herrn Oberförster Schluemp, welcher darauf aufmerksam macht, daß wenn in Art. 1 von Wytweiden gesprochen werde, so müsse man darunter die Gemeinde-, Genossenschafts- und Privatwytweiden verstehen und es dürfe daher in Art. 3 nicht nur von „öffentlichen Wytweiden“ die Rede sein. Landolt pflichtet dem Antrag Schluemp bei, indem er darauf hinweist, daß diese bestockten Weiden, da sie meist in der Schutzwaldregion liegen, als Schutzbestände zu betrachten seien und daher auf dieselben das eidg. Forstgesetz Anwendung finde.

Herr Oberförster Müller in Altdorf glaubt, daß vor Allem aus die Vermarkung der Schutzwälder durchgeführt sein müsse, bevor man an die Ausscheidung von Wald und Weide gehe, auch hält er eine solche Trennung für praktisch unmöglich. Im Laufe der Diskussion erhebt er

sich auch gegen Art. 4 d, welcher die Erstellung von Waldeinfriedungen vorschreibt, solche seien lange nicht überall ausführbar, da in den obern Regionen das nöthige Holz für Herstellung von Zäunen weder genüge, noch in geeigneter Qualität vorhanden sei.

Nachdem der Referent Herr Fankhauser jun. sich mit den Ansichten von Landolt und Schluemp einverstanden erklärt hat, wird bei Art. 3 der Abschnitt: „Soweit es sich um öffentliche Wytweiden handelt, sollen folgende Regeln streng eingehalten werden“ durch folgenden ersetzt: „Bei der Ausscheidung sind folgende Regeln streng einzuhalten“.

Art. 5: „Bei Bewirthschaftung öffentlicher Wytweiden, auf denen die Ausscheidung von Wald und Weide noch nicht stattgefunden hat, oder überhaupt nicht stattfinden soll, ist die Beachtung folgender Grundsätze unerläßlich“ wird auf Antrag von Herrn Liechi die Bezeichnung „öffentlicher Wytweiden“ gestrichen und in folgende Fassung gebracht: „Bei Bewirthschaftung der in der Schutzwaldregion gelegenen Weidewäldern, auf denen die Ausscheidung von Wald und Weide z.“

Prennent part à la discussion en langue française,
Messieurs: *Schnyder*, Inspecteur des forêts de la ville de Berne,
„ *Bertholet*, „ „ „ à Morges,
„ *Puenzieux*, „ „ „ à Clarens,
„ *de Torrenté*, „ cantonal des forêts à Sion.

Tout en reconnaissant l'importance et le bien fondé des principes posés par Mr. Fankhauser, fils, adjoint à l'Inspectorat forestier fédéral, dans son rapport sur la séparation du boisé et du pâturage dans les pâturages boisés des hautes alpes, les orateurs entrevoient de sérieuses difficultés sur la mise en pratique de ces principes. Pour en faciliter l'application, diverses propositions se font, propositions qui ont trait plutôt à la rédaction qu'au fond de la question traitée.

La discussion étant ouverte sur chaque article séparément, quelques modifications ont été apportées à la rédaction des articles 1, 2, 3 et 5 littera a et c, ensuite de quoi, le texte français a été adopté comme suit:

Das Referat von Herrn Fankhauser wird hierauf in folgender Fassung angenommen:

Grundsätze betreffend die Trennung von Wald und Weide
auf den Wytweiden (bestockten Weiden) des Hochgebirges.

1. Die mit Holz bestockten Flächen auf den Wytweiden sind wie die eigentlichen Waldungen der forstlichen Gesetzgebung unterstellt.

2. Die Trennung von Wald und Weide muß auf den Wytweiden als Regel gelten; überall da jedoch, wo die Standortsverhältnisse ein Zusammendrängen des Holzwuchses ausschließen, sind die Wytweiden als besondere Betriebsart zu behandeln.

3. Auf die Ausscheidung ist die möglichste Sorgfalt zu verwenden; ein Plan oder wenigstens ein zur approximativen Ermittlung der Flächen brauchbarer Handriß, sowie eine Bonitirung sind unerlässlich. Bei der Ausscheidung sind folgende Regeln streng einzuhalten:

- a) Die bestockte Fläche darf ihrer Ausdehnung und ihrem Ertrage nach nicht verringert werden. Eine Verminderung ist nur mit staatlicher Bewilligung zulässig.
- b) Als Grundlage zur Bestimmung des zukünftig dem Wald und der Weide zufallenden Areal's gilt das gegenwärtige Bewaldungsverhältniß. Als bestockt wird angenommen die gesammte, von den Baumkronen überschirmte Fläche; für Lärchenbestockung tritt eine entsprechende Reduktion ein.
- c) Im Allgemeinen ist der Weide vorzugsweise das fruchtbarere oder nasse, dem Walde dagegen mehr das geringe Terrain, sowie solches, welches des Schutzes wegen der Bestockung bedarf, zuzutheilen. Immerhin ist die Rücksicht auf eine zweckmäßige Abgrenzung zur Erleichterung des Schutzes des Waldes gegen das Weidvieh nicht außer Acht zu lassen.

4. Die allmälige Durchführung der Trennung läßt sich nicht allgemein normiren, sondern ist jeweilen im Wirthschaftsplan vorzuschreiben. Die Hauptrücksichten dabei sind:

- a) Möglichste Vermeidung von Störungen des richtigen Verhältnisses zwischen normalem und wirklichem Holzvorrath.
- b) Vermeidung wesentlicher Zuwachseinbußen.
- c) Möglichste Begünstigung der natürlichen Verjüngung.
- d) Die Erstellung der Waldeinfriedigungen muß gleichen Schritt halten mit der Räumung der Weideflächen.

5. Bei der Bewirthschaftung der in der Schutzwaldregion gelegenen Weidewäldern, auf denen die Ausscheidung von Wald und Weide noch nicht stattgefunden hat, oder überhaupt nicht stattfinden soll, ist die Beachtung folgender Grundsätze unerlässlich:

- a) Die Holznutzung muß streng nachhaltig sein; an der obern Baumgrenze ist nur der Hieb von dürrer oder abgehendem Holze gestattet.

- b) Sämtliches zu nutzende Holz, selbst dasjenige für den Bedarf der Alp an Brennholz, Bauholz, Zaunholz etc., muß durch den Forstbeamten angezeichnet werden.
- c) Alles Schwemmen oder Schwänden von natürlichem Nachwuchs der edlen Holzarten etc. ist ohne staatliche Bewilligung durchaus verboten.
- d) Das Aufasten junger Nadelhölzer ist ausnahmslos verboten.
- e) Das Maximum des Besazes ist für jede Wytweide amtlich abzuschätzen; das Ueberstoßen ist untersagt.
- f) Das Schmalvieh ist von den Wytweiden ganz auszuschließen oder doch auf bestimmte, ihm allein überlassene Flächen zu verweisen.

Principes à suivre pour la séparation du boisé et du pâturage dans les pâturages boisés des hautes alpes.

1^o Dans les pâturages boisés le sol boisé est soumis à la législation forestière, ainsi que les forêts proprement dites.

2^o La séparation de la forêt et du pâturage doit être de règle dans les pâturages boisés; partout cependant où les conditions du lieu de station empêchent la formation d'un massif complet, les pâturages boisés doivent être maintenus et traités comme tels.

3^o La séparation doit se faire avec tout le soin possible. Il est indispensable de se munir pour cela d'un plan ou tout au moins d'un croquis pouvant servir à l'évaluation approximative des surfaces; on devra aussi établir une classification de ces dernières d'après le degré de leur productivité. Les règles ci-après doivent être exactement observées;

- a) La surface boisée ne peut être diminuée, tant pour son étendue que pour son rapport. Une pareille diminution n'est possible qu'avec l'autorisation de l'état.
- b) L'état de peuplement actuel sert de base pour la fixation de la surface qui doit être à l'avenir assignée à la forêt et de celle qui doit l'être au pâturage. Toute la surface couverte par les couronnes des arbres doit être envisagée comme boisée; pour les bois de mélèze, on pourra admettre une réduction.
- c) En général, on assignera au pâturage le terrain le plus fertile et le plus humide et à la forêt les sols maigres et ceux qui, pour être protégés, ont besoin d'être boisés. En

déterminant les limites, on devra chercher à ce qu'elles soient fixées de manière à faciliter autant que possible la protection de la forêt contre le bétail du pâturage.

4^o Il ne peut être fixé, par des règles générales, de quelle manière la séparation de la forêt et du pâturage doit peu à peu se réaliser; les directions nécessaires à cet égard seront données dans le plan d'aménagement. Elles devront surtout avoir trait aux points suivants :

- a) On devra autant que possible éviter les perturbations de la proportion entre le matériel normal et le matériel sur pied;
- b) éviter les pertes d'accroissement;
- c) favoriser le repeuplement naturel;
- d) établir des clôtures autour des parties réservées comme forêt au fur et à mesure que l'on déboise les parties réservées comme pâturage.

5^o Pour le traitement des pâturages boisés situés dans la zone protectrice où la séparation du boisé et du pâturage n'a pas encore eu lieu ou ne paraît pas praticable, il est nécessaire d'observer les principes suivants :

- a) La coupe annuelle ne doit, en aucun cas, dépasser le rapport soutenu; dans la dernière région, on ne doit utiliser que le bois mort et le bois dépérissant.
- b) Toute coupe de bois, même pour l'usage du pâturage, comme bois de chauffage, de barrage ou de construction doit être martelée par le fonctionnaire forestier.
- c) Il doit être expressément interdit d'extirper, sans la permission des autorités, la revenue naturelle, des essences forestières.
- d) Il doit être sévèrement interdit d'élaguer les jeunes tiges résineuses.
- e) L'état doit fixer, pour tous les pâturages boisés publics, un maximum pour le nombre des droits de parcours; il ne doit pas être permis de surcharger les pâturages boisés.
- f) Le menu bétail doit être exclu des pâturages boisés à moins qu'il ne lui soit assigné certaines parties plus restreintes du pâturage qui seraient fermées au gros bétail.

Am Schluß der Diskussion reicht Herr Schlu ep folgenden Antrag ein, welcher von der Versammlung zum Beschluß erhoben wird:

„Das ständige Komite wird eingeladen, an den hohen Bundesrath das Gesuch zu richten, er möchte mittelst Zirkular die Kantone einladen, von vorkommenden Ausscheidungen zwischen Wald und Weide dem eidg. Forstinspektorate zum Zwecke der zustehenden Beaufsichtigung jeweiligen Kenntniß zu geben“.

Herr Professor Vandolt macht die Anregung, der Direktion des schweizerischen alpwirtschaftlichen Vereins von dem heute behandelten Thema Mittheilung zu machen mit der Einladung, es möchte der alpwirtschaftliche Verein sich in seiner nächsten Versammlung ebenfalls darüber aussprechen und dem Forstverein davon Mittheilung machen. Der dießbezügliche Antrag, welcher einstimmig angenommen wird, lautet wie folgt:

„Der schweizerische Forstverein ladet den schweiz. alpwirtschaftlichen Verein unter Mittheilung der Ergebnisse der heutigen Verhandlungen ein, die Frage der Trennung von Wald und Weide ebenfalls zu besprechen und dem Forstverein von dem Ergebnis seiner Berathungen Kenntniß zu geben.“

Mit diesen Schlußnahmen war die Diskussion über das erste Thema geschlossen und man schritt zur Behandlung des zweiten:

II^{me} Thème.

Traitement des taillis de hêtre dans le Bas-Valais.

Rapporteur Mr. H. Wolff, Inspecteur forestier à Martigny.

Situés sur la rive gauche du Rhône, les taillis de hêtre du Bas-Valais s'étendent, des rochers qui dominant St-Maurice, à la frontière française, sur un parcours de vingt-cinq kilomètres environ.

Ces taillis boisent la zone inférieure et moyenne de nos montagnes et la recouvrent depuis la région de la vigne, du châtaignier et de tous nos arbres fruitiers, jusqu'à la région des futaies de sapin et d'épicéa; c'est à dire qu'ils se trouvent entre 400 et 1000 mètres environ d'altitude, au dessus du niveau de la mer.

Bien que les pluies soient plus fréquentes et plus abondantes dans cette partie du pays que dans le reste du canton, le sol calcaire en grande partie, n'en est pas moins sec en général, peu profond, pierreux. L'inclinaison du terrain peu forte dans le bas, s'accentue d'avantage dans le haut, et de nombreux couloirs et éboulements de pierres sillonnent ces taillis dans la partie supérieure.

On peut estimer que le quart environ de la surface totale de ces taillis supérieurs est improductive.

Le plan cadastral et le plan d'aménagement de ces taillis n'étant pas achevés, nous ne pouvons que vous donner un aperçu général de leur état et de leur rendement.

Ces taillis d'une surface moyenne de 1 à 1.6 hectare par ayant-droit, donnent un revenu annuel variant de 3 à 5 stères.

Le prix d'unité varie de 8 à 12 frs. et les frais d'exploitation de 4—6 francs le stère.

Ils sont divisés en deux classes appelées vulgairement *Râppes*, et désignés par les noms de *Râppes hautes* et *Râppes basses*.

Les râppes hautes, ainsi appelées à cause de leur altitude, sont traitées en taillis composés.

Les râppes basses sont des taillis simples. Les essences qui les composent sont le hêtre qui est l'essence dominante, l'érable et le tilleul.

Une grande partie de ces taillis, et dans certaines communes tous les taillis sont remis en jouissance bourgeoisiale aux ayant-droit, à titre d'usufruit, pour une période limitée de 20—30 ans.

Les usufruitiers disposent de ces taillis comme ils l'entendent, soit pour leur affonage, soit pour en convertir le revenu en espèces.

Ils doivent toutefois se conformer à certaines prescriptions contenues dans les règlements communaux sur la jouissance des taillis.

Ces règlements sont à peu près identiques dans toutes les communes.

Les principales restrictions limitant la libre jouissance sont les suivants :

- 1^o Défense de couper toute plante ayant moins de 24—26 centimètres de circonférence à une hauteur de 1.20 mètres au dessus du sol.
- 2^o Parcours du gros et menu bétail, interdit dans tous les taillis.
- 3^o Défense d'enlever la feuille.

La première de ces prescriptions interdisant la coupe de toute plante ayant au moins 24 centimètres de circonférence, nous amène à un système d'exploitation qui nous paraît défectueux, et que nous aimerions voir disparaître, au moins dans les taillis inférieurs, si jamais ces taillis partagés devaient être réunis en commun, car avec ce mode de furetage, tous nos taillis sont clairiérés, les frais

d'exploitation sont trop élevés par suite de la disposition du matériel exploitable sur toute la surface du taillis, et partant, le revenu moins grand qu'il pourrait l'être avec un autre mode d'exploitation.

Ce mode d'exploitation a certainement ses avantages, il a ses inconvénients.

Le plus grand de ses avantages, le seul peut-être, celui sur lequel les communes insistent quand on leur parle du furetage, est celui de tenir le sol constamment sous le couvert, et à l'abri de débacles ou d'éboulements au moment des fortes pluies ou au moment du dégel.

Notre sol est déjà trop sec nous dit on, si nous faisons coupe blanche rien ne repousserait, les rochers et les pierres descendraient dans nos taillis, et ce nouveau système de coupe serait ainsi plus nuisible qu'utile.

Nous voulons bien admettre que des coupes mal dirigées dans les râppes hautes, pourraient sur certains points provoquer des éboulements ou favoriser des glissements de terrain; mais, pour les taillis qui se trouvent dans la zone inférieure, nous estimons que le plus grand revenu, tant au point de vue de la production du bois, qu'au point de vue de la diminution des frais d'exploitation, s'obtiendrait en réunissant tous ces taillis en un seul mas commun, et en établissant des séries de coupes par bandes proportionnées au terrain, à l'étendue et à l'état des forêts communales.

C'est dans ce sens que nous croyons qu'il y aurait un véritable projet à réaliser dans l'aménagement et le traitement des taillis du Bas-Valais.

Après la lecture de ce second thème, la discussion étant ouverte, quelques orateurs prennent la parole sur les divers systèmes d'aménagement et d'exploitation des taillis.

Monsieur *Davall* fait ensuite circuler dans l'assemblée, une collection très intéressante de fragments d'essences exotiques qu'il a rapportés de l'île de Corse.

La séance étant ensuite déclarée close, à 1 heure, Monsieur le *Président* de fête convie les membres de l'assemblée à se rendre au Stand pour le Banquet, imitation que chacun s'empresse d'accepter.

Le Stand est gracieusement décoré pour la circonstance, et l'excellente musique de Monthey qui a bien voulu nous prêter son

aimable concours, exécute pendant le banquet ses productions les plus brillantes.

Le toast à la Patrie est porté par le Président de fête, Monsieur le Conseiller d'Etat *Chappex*.

Dans un discours très éloquent, Monsieur le *Président de la commune de Monthey*, souhaite au nom de l'administration et de la population de Monthey la bienvenue aux forestiers confédérés et étrangers.

Messieurs *Rotin*, Président du Conseil d'Etat du canton du Valais, *Roulet*, Inspecteur général à Neuchâtel, et *Landolt*, Professeur à Zurich, prononcent ensuite des discours très écoutés, et fortéments applaudis.

L'animation et la gaité vont toujours crescends, et les mélodies de la musique accompagnées des fameux vins d'honneur y contribuent pour une large part.

A 3 heures le signal du départ est donné, et musique en tête la société va faire une charmante promenade sur le riant côteau de Choëx, où par les soins du Comité local une collation est offerte à nos confédérés. Les dames et demoiselles de Monthey ayant eu l'amabilité de se joindre à la société pour cette excursion, un bal sur la pelouse est lestement organisé, et forestiers jeunes et vieux dansent, comme on danse — — à vingt ans.

Le lendemain une trentaine de voitures conduisaient les forestiers suisses à Champéry à travers la gracieuse vallée d'Illiez.

Nous abandonnons la description de cette charmante excursion à la plume de Monsieur le Professor Landolt et renvoyons à cet effet nos lecteurs au IV^{me} cahier du „Schweizerische Zeitschrift für das Forstwesen“, de l'année 1881.

Le mauvais temps s'étant malheureusement mis de la partie, les courses projectées pour les jours suivants, dûrent être renvoyées, et chacun rentra dans ses foyers, emportant nous en sommes convaincus, un excellent souvenir de l'assemblée des forestiers suisses à Monthey, les 14, 15 et 16 Août 1881.

Nous nous faisons un devoir en terminant, d'adresser nos remerciements les plus vifs, aux autorités, aux dames, à la musique et au Comité local pour leur bienveillant (bienveillant) accueil et pour la sympathie que la ville de Monthey a temoigné à la Société des forestiers suisses.

Martigny und Brig, im Februar 1882.

H. Wolff und E. Brunner.